

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

SAINT-ETIENNE, le 16/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NAULIN SA

ZA Les Places
42110 Civenas

Références : UID4243 MEA 023 0161
Code AIOT : 0006101174

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement NAULIN SA implanté Gourtarou 42110 Cleppé. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de la carrière, et notamment concernant les dispositions prises pour la préservation de la colonie de Guépriers d'Europe.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NAULIN SA
- Gourtarou 42110 Cleppé
- Code AIOT : 0006101174
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière de sable et graviers est située en rive droite de la Loire, sur la commune de Cleppé. Les matériaux sont extraits à la pelle hydraulique et transportés par dumpers jusqu'à l'installation de traitement située hors périmètre carrière. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 3 mai 2010 pour une durée de 20 ans et sur une superficie de 38 ha.

L'exploitation a atteint la 2ème phase avec un rythme de production plus faible, laissant présager un probable retard dans l'avancement de l'extraction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la dernière inspection,
- phasage,
- suivi de la nappe,
- remise en état / remblayage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bornage	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 6.2	/	Sans objet
4	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 8.2.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réaménagement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 8	/	Sans objet
3	Phasage	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 7.5	/	Sans objet
5	Remblayage avec matériaux extérieurs au site	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 8.2.1	/	Sans objet
6	Remblayage avec des matériaux extérieurs au site	Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 8.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation se déroule conformément au plan de phasage. Le réaménagement est coordonné à l'exploitation.

Le suivi des eaux souterraines est réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté, hormis la fréquence.

La colonie de Guépiers d'Europe a été observée sur un front mis en défens par l'exploitant pour la saison.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 6.2
Thème(s) : Autre, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,• le cas échéant, des bornes de nivellement Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Lors de la dernière inspection, les bornes permettant de délimiter la limite d'exploitation à l'ouest n'étaient pas visibles, en partie à cause d'un stock de terre végétale. La situation reste inchangée; on note en revanche que la partie en exploitation côté sud-ouest n'a pas évoluée et est en cours de remise en état. La partie en cours d'exploitation, au nord du site, a été vérifiée. Les bornes délimitant le périmètre autorisée ont été retrouvées. Pour rappel, toutes les bornes délimitant le périmètre doivent demeurer en place et être visibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réaménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 8
Thème(s) : Autre, Réaménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réaménagement paysager vise à créer un espace mixte avec: <ul style="list-style-type: none">• des terrains réaménagés pour l'agriculture dans la continuité des espaces agricoles existants,• un milieu naturel en lien avec les milieux alluviaux de la Loire avec la création de deux plans d'eau. Cette remise en état s'effectuera au fur et à mesure de la progression de l'exploitation. En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande. Le plan de principes de réaménagement est joint au présent arrêté (annexe II). En particulier, les superficies visées par un réaménagement agricole devront être remise en état selon les modalités définies par le protocole élaboré en concertation entre la chambre d'agriculture et l'UNICEM.
Constats : La remise en état s'effectue progressivement. La partie au sud-ouest est complètement remblayée comme prévue dans le plan de remise en état. Lors de la dernière inspection, il avait été demandé à l'exploitant de préciser les modalités mises en œuvre pour le réaménagement agricole. Par lettre en date du 20/07/2018, l'exploitant a transmis une note récapitulant les diverses étapes mises en œuvre, à savoir : 1/ Décapage de la terre végétale à la pelle mécanique de 25 T et stockage de la terre végétale en évitant de rouler dessus (opération réalisée en conditions climatiques favorables, par temps sec). 2/ Avant remise en place de la terre végétales sur une épaisseur de 30 à 40 cm, les zones de remblai sont rippées à l'aide d'un bulldozer pour décompacter la sous couche. Un suivi est réalisé par ARTIFEX. Lors de l'inspection, il a été constaté que la colonie de Guêpier d'Europe étaient de retour. L'exploitant exploite deux zones en même temps de manière à pouvoir s'adapter lors de la présence des Guêpiers. Ainsi le front qui a été colonisé sur une partie de la phase 2 n'est plus exploité jusqu'au départ de la colonie. L'exploitant a établi le rapport de suivi quinquennal pour la première phase d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 7.5
Thème(s) : Autre, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande. Le plan de phasage décrivant le sens de progression de l'exploitation est joint au présent arrêté (annexe I). L'extraction se déroulera par casiers successifs de superficie limitée à environ 1 ha.
Constats : L'exploitation se situe en phase 2, ce qui correspond au plan de phasage annexé à l'arrêté préfectoral. L'exploitant progresse par casier avec une remise en état coordonnée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 8.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont au minimum : le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures, les sulfates (SO42-), le fer total (Fe), les BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène et Xylène), les métaux lourds et les COHV (Composés organo-halogénés volatils). Ces analyses sont réalisées par un laboratoire compétent. Pendant l'exploitation, l'exploitant effectue a minima une surveillance semestrielle, du niveau des eaux souterraines et de la qualité de ces eaux, en période de hautes et basses eaux. Cette surveillance s'arrêtera 6 mois après l'arrêt de l'exploitation. Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).
Constats : Le suivi de la qualité des eaux souterraines et les relevés piézométriques sont poursuivis sur les 4 piézomètres. La fréquence n'est pas toujours exactement respectée : les analyses doivent être réalisées 2 fois par an, en hautes eaux et en basses eaux. Suite à la dernière inspection, l'exploitant a amélioré le suivi en établissant une synthèse des résultats d'analyses par piézomètres.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Remblayage avec matériaux extérieurs au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 8.2.1
Thème(s) : Autre, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux. Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé à l'article 8.2.3 ci-après.
Constats : Le plan est tenu à jour avec un code couleur pour chaque année. La quantité de remblai est toutefois très variable d'une année à l'autre (de 1920 m3 en 2017 à 5549 m3 en 2015).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Remblayage avec des matériaux extérieurs au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2010, article 8.2.3
Thème(s) : Autre, Document préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, le producteur des déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant (dont les transporteurs). Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets.
Constats : L'exploitant a mis en place une procédure de réception incluant le renseignement d'un bordereau par la personne travaillant à la carrière, à la réception du camion. Ce bordereau est ensuite informatisé et conservé. Il permet de connaître notamment l'origine du chantier, la nature et la quantité approximative.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet